

Le Burundi organise le premier forum national pour l'éducation des filles et des femmes

Unicef, 09 décembre 2024 Organisé par le Ministère de l'Éducation nationale et de la recherche scientifique, avec l'appui des partenaires, dont l'UNICEF, le forum s'inscrit dans le cadre du lancement officiel de la campagne continentale "Afrique éduque ses filles". Ce premier forum pour l'éducation des filles et des femmes est d'octobre 2024, sous le thème "Promouvoir l'éducation des filles et des femmes: une stratégie pour garantir un avenir équitable et inclusif tout au long de la vie".

Son lancement, sous le haut patronage de SE la Première Dame du Burundi, Angeline Ndayishimiye, a aussi marqué le lancement au Burundi de la campagne "L'Afrique éduque ses filles et ses femmes"; une campagne lancée par l'Union Africaine (UA) en septembre 2020 pour promouvoir l'éducation scolaire pour les filles et les femmes et la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG). Dans son discours d'ouverture, la Première Dame du Burundi, Angeline Ndayishimiye est félicitée des progrès réalisés en matière d'éducation des filles. Elle rappelle que les femmes ont leur place dans tous les secteurs de la vie du pays, y compris dans les domaines traditionnellement réservés aux hommes à-t-elle rappelé; citant notamment leur présence dans les forces de défense nationale et dans les domaines techniques comme le génie civil, dans des postes clés au gouvernement et au parlement, etc. La Première Dame a, néanmoins attiré l'attention sur le fait que la discrimination des filles reste une réalité dans certaines communautés pour des raisons liées, notamment, à la religion ou aux coutumes ancestrales. Elle a, de ce fait, appelé tous les acteurs impliqués dans le secteur de l'éducation à redoubler leurs efforts dans la promotion de l'éducation des filles ont les mêmes chances que leurs frères en matière d'accès à l'éducation et peuvent contribuer au développement de leur pays, cela va contribuer à la réalisation de la vision Burundi Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060, a-t-elle martelé. Selon le ministre de l'Éducation nationale et de la recherche scientifique Havyarimana, les statistiques leur disposition révèlent que la majorité des filles et femmes ont tendance à sous-estimer leurs capacités et que cela se manifeste particulièrement au niveau des 1er, 2eme et 3eme cycles de l'enseignement supérieur (baccalauréat, master, doctorat). Les statistiques recueillies par le ministère en 2021 montrent, par exemple, que sur 10 607 étudiants qui faisaient leur baccalauréat, seulement 2 656 étaient des filles. Au niveau master, seulement 40 filles sur un total de 522 fréquentaient ce cycle. Une des mesures prises par le ministère de l'Éducation nationale pour relever ce défi, a été de recevoir à l'Université du Burundi les lauréats de l'examen d'Etat pour l'année 2023, en même temps que ceux de l'année précédente. Car selon le Ministre François Havyarimana, la longue période d'attente avant d'être admis à l'Université du Burundi constituait un réel handicap pour les filles dont certaines revenaient plus continuer leurs études supérieures pour des raisons diverses. Pendant 3 jours, plus de 300 participants impliqués dans le secteur de l'éducation et du genre, incluant des représentants du gouvernement, du parlement, des partenaires au développement, des agences des Nations Unies, des jeunes, des associations locales, des syndicats, et des confessions religieuses, ont échangé et émis des recommandations sur des thèmes cruciaux relatifs à l'éducation des filles et des femmes. Ils ont essentiellement débattu sur le droit à l'éducation pour tous, le financement sensible au genre dans l'éducation, la lutte contre les VBG; le développement des compétences des femmes et des filles, le développement du leadership féminin, etc. S'exprimant à l'occasion d'une table ronde sur les axes prioritaires de la campagne "Le Burundi éduque ses filles", le chef de la section Education à l'UNICEF, Mme Beatrice Wambura, le ministre de l'Éducation nationale et de la recherche scientifique et le ministre des finances ont tout mis en œuvre pour que le budget alloué au secteur de l'éducation consacre une part importante aux domaines visant à promouvoir l'éducation des filles et des femmes. Elle a, en effet, attiré l'attention sur le fait que ce budget, qui est pourtant le plus élevé par rapport à celui dédié aux autres services sociaux, est utilisé à plus de 80% dans les dépenses courantes et moins dans les investissements et dans les domaines plus problématiques. Parmi les principales recommandations du forum, il faut noter la nécessité de sensibiliser les communautés, avec l'appui des femmes leaders, pour que les filles aient les mêmes chances que son frère en termes d'accès à l'éducation; revisiter les curricula pour que la notion d'équité soit intégrée; mettre en place une cartographie des différentes interventions des différents partenaires et harmoniser les interventions; organiser des formations accréditées en faveur des enfants en dehors de l'école pour que les derniers puissent regagner le banc de l'école; juguler le problème de dépendance financière des filles en mettant en place des activités génératrices de revenus et en favorisant l'innovation; intégrer dans la loi burundaise l'obligation d'éducation; bannir les violences liées au genre en milieu scolaire et mettre en place un texte permettant aux filles de regagner l'école en temps réel en cas de grossesses non désirées, etc. Selon le Secrétaire Permanent du ministère de l'Éducation nationale, Frédéric Bangirirama, une feuille de route sera mise en place pour donner plus de détails sur les actions attendues par rapport à chaque recommandation, établir les responsabilités et terminer les échéances. Ceci permettra à chaque partenaire de pouvoir apporter sa contribution, a ajouté Frédéric Bangirirama, rappelant que ce premier forum national pour l'éducation des filles et des femmes a été organisé en continuité de la première conférence panafricaine de l'Union Africaine sur l'éducation des filles et des femmes en Afrique, qui s'est tenue à Addis Abeba en juillet 2024 et qui sera organisée tous les deux ans. Chaque pays devra montrer sa contribution dans la campagne "Afrique éduque ses filles", a-t-il souligné. Je renouvelle l'engagement de l'UNICEF à continuer à accompagner le gouvernement du Burundi dans toutes ses efforts visant à améliorer et transformer la vie de la jeune fille, dira Mme Selbee Diouf, représentante adjointe de l'UNICEF au Burundi, lors des cérémonies de clôture du forum. Odette Kwizera